

Malicounda-Bambara: La suite *Une révolution locale*

En l'espace de moins de quatre ans, une initiative locale pour l'abandon de la pratique de l'infibulation (excision) qui émanait d'un seul village du centre du Sénégal, s'est étendue à plus de 200 communautés dans tout le pays ainsi qu'à plusieurs autres pays africains. Le mode et la manière dont cela s'est produit présentent plusieurs enseignements et soulèvent quelques questions concernant la manière dont la culture autochtone se renouvelle.

L'expérience du village de Malicounda-Bambara dans la région de Thies au centre du Sénégal a été relaté dans un numéro de *Notes CA*, intitulé "Les femmes sénégalaises refont leur culture" (Octobre 1998, no.3). Cependant la suite de cette expérience s'est également avérée très instructive.

Un bref rappel des dimensions de l'initiative originale et des principaux événements qui ont suivi, est essentiel.

Au départ

Entre 1995 et 1997, des femmes et quelques hommes du village de Malicounda-Bambara ont pris part à un programme de formation informel parrainé par l'ONG basée à Dakar : "Tostam". Le programme traitait des méthodes de résolution des problèmes (*methods of problem-solving*), de différents thèmes concernant la santé des femmes, et comprenait des cours d'initiation à l'écriture et à la lecture (alphabétisation).

Cependant, les participantes décidèrent qu'elles avaient un objectif prioritaire mis à part le développement d'activités permettant de générer des revenus, la mise en place de programmes de puériculture, le lancement d'initiative d'amélioration de l'hygiène au niveau du village, etc. Cet objectif était de faire en sorte que les habitants du village se débarrassent une fois pour toute la pratique de la circoncision féminine. Les bambaras sont parmi les groupes ethniques du Sénégal qui observent cette pratique. Au cours de la formation, des femmes ont fait part de leurs douloureuses expériences personnelles concernant ce sujet. Elles l'ont évoqué avec la conscience nouvellement acquise des droits des femmes. Ainsi, elles approchèrent les autorités locales et d'autres villageois afin de gagner leur appui pour une déclaration commune d'intention d'abandon de la pratique. Leur tentative eut du succès. Le 31

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aftdr/ik/default.htm>

juillet 1997, les villageois de Malicounda firent une déclaration renonçant à jamais à la pratique, face à une vingtaine de journalistes invités pour l'occasion.

L'évènement eut relativement peu de publicité, bien qu'elle se fit certainement plus de bouche à oreille que par le biais des médias écrits ou audiovisuels. Il y eut immédiatement quelques oppositions qui se sont exprimées, autant en réaction au fait que des femmes aient osé parler publiquement de circoncision féminine que de la manifestation de leur opposition à cette pratique. Malgré la controverse, un village voisin (Ngerigne-Bambara) où se déroulait également une formation parrainée par Tostan, décida d'imiter l'exemple de Malicounda; conduit par une femme, elle-même "exiceuse" traditionnelle. D'autre part, un autre village, celui de Kër Simbara n'allait pas tarder à suivre.

Le tournant

L'imam de Kër Simbara, un chef religieux âgé de 66 ans très respecté dans la région, se préoccupa de la situation et entrepris de s'en entretenir avec les représentants de Tostan et des femmes de Malicounda-Bambara. Il n'était pas contre la suppression de la pratique de l'infibulation, au contraire, il déclara être un grand supporter de la cause des femmes de Malicounda. Il ajouta cependant qu'il y avait deux problèmes qui se posaient concernant la manière dont les choses étaient faites.

Tout d'abord il avança qu'un seul village ne peut agir efficacement. « Nous faisons partie d'une communauté où se pratique le mariage inter-communautaire; et à moins que tous les villages prennent part à l'initiative, vous vous trouverez en train de retirer à des parents la possibilité de marier leurs filles. Deuxièmement, il y a un véritable problème de langue et d'approche ». « Il s'agit de sujets tabous », déclara-t-il. « Il ne faut pas les aborder légèrement. Les gens qui dans le passé ont mené la bataille contre l'infibulation ont utilisé des termes, des images et des photos que les villageois considèrent choquants. Ils ont traité la pratique comme une maladie à éradiquer et ses adeptes comme des parias sociaux. Ceci n'est pas la bonne méthode pour changer certains aspects d'une culture », a ajouté l'Imam. Ces interlocuteurs furent d'accord et considèrent qu'ensemble ils devraient ébaucher une stratégie en la matière, qui consisterait à :

- Se rendre dans tous les villages de la communauté et réaffirmer les liens personnels.
- Ne pas dire aux villageois ce qu'ils doivent faire. Leur dire plutôt ce qui fut accompli à Malicounda-Bambara et Nguerigne-Bambara et pourquoi ? Les laisser ensuite parler de leur situation et prendre leurs propres décisions.

- Éviter d'utiliser des expressions imagées ou des démonstrations. Évoquer l'infibulation en utilisant des termes tels que « la coutume », et tout le monde saura de quoi il s'agit. En Bambara sénégalais, « coutumes » au pluriel indique toute une série de traditions culturelles, alors qu'au singulier il fait référence à l'infibulation seulement.
- Éviter de condamner les praticiens implicitement ou explicitement. Ils ont été de bonne foi.

Sur la base de ces arguments, l'imam, accompagné des « exiceuses » de Kër Simbara et de son propre neveu, entreprit de visiter une dizaine d'autres villages de la communauté. Ce fut une expérience très instructive. Les femmes s'ouvrirent et racontèrent des récits de filles mortes pour cause d'hémorragie, d'autres qui ont contractés des infections ou subi des traumatismes psychologiques, provoqués par l'infibulation. Ceux qui la pratiquaient ont également parlé de changer les coutumes. Les hommes se joignirent aux conversations en faisant part de leurs réflexions.

C'est ainsi qu'une dizaine de villages décidèrent de rejoindre les rangs de ceux qui s'étaient déclarés contre cette pratique de mutilation. Une cinquantaine de personnes représentants près de 8 000 ruraux de ces villages et de ceux de Malicounda-Bambara, Nguerigne-Bambara et Kër Simbara, se réunirent au village de Diabougou et, le 15 février 1998, déclarèrent officiellement : « plus jamais d'infibulation ! ». La nouvelle se répandit.

Le mouvement s'étendit par la suite au sud du Sénégal au-delà de la Gambie en pays Fulani où l'infabulation se pratiquent traditionnellement. Ici, un ensemble de quatorze villages avec quatre autres communautés qui leur sont liées se décidèrent à agir dans leur propre région et, dans le village de Medina Cherif, promulguèrent une déclaration commune le 12 juin 1998 contre la pratique.

Une stratégie locale de dissémination

Avant de poursuivre, une pause s'impose pour réfléchir sur ce qui s'est passé, afin de mieux comprendre la suite des événements, c'est à dire les succès et les oppositions rencontrées, ainsi que les enseignements à tirer. La stratégie développée au niveau local possédait trois éléments distincts.

Le premier était la nature collective (plutôt qu'individuelle) de l'approche, car on a explicitement reconnu que les familles ne pouvaient abandonner une pratique bien enracinée dans la culture locale s'il n'existe

pas de volonté collective de changer certaines des motivations et au moins quelques-unes des conditions objectives qui contribuent à son maintien. C'est ainsi que treize villages avec des liens existants entre eux se sont affiliés, changèrent les exigences liées au mariage et créèrent les conditions nécessaires pour que les gens puissent exprimer leur solidarité communautaire en renonçant à la pratique.

Le second élément fut son enracinement dans le contexte local avec l'évocation de certaines des valeurs et pratiques les plus importantes, telles que l'amour parental, la piété religieuse (musulmane). C'est ainsi que le mouvement en faveur de l'abandon de l'infibulation apparut comme émanant des communautés elles-mêmes, plutôt que comme une exigence venant de l'extérieur. Personne n'a parlé de l'infibulation comme s'il s'agissait de la peste qu'il s'agirait d'éradiquer, mais plutôt d'une pratique à « abandonner » — un acte conscient de ceux qui sont le plus directement concernés. En outre, la présence d'un imam pour rappeler que l'Islam n'a jamais préconisé une telle pratique s'est avéré des plus utiles. D'autre part, les hommes n'étaient en aucune manière exclus, en fait leur appui a été essentiel au succès du mouvement.

Finalement, la méthode utilisée était responsabilisant, en permettant aux membres de chaque communauté de prendre l'initiative. Elle place le problème de l'infibulation dans le cadre général de la santé des femmes, sujet qui concerne également les hommes. Le résultat fut que non seulement les gens agissaient selon leur propre volonté mais qu'ils étaient également prêts à disséminer la bonne parole.

Agir sur deux fronts

C'est ainsi que l'évolution du mouvement a essentiellement suivi deux axes : l'un vers l'extérieur, les médias et la scène internationale, et l'autre consistant à oeuvrer sur le terrain. Pour une fois le travail sur le terrain a été celui pour lequel on fait le plus d'efforts. L'attention des médias ne s'est cependant pas fait attendre, au Sénégal comme à l'étranger. C'est ainsi qu'en octobre 1997, un article du journal français *Le Monde*, intitulé « Le serment de Malicounda-Bambara », fut publié. Depuis lors les représentants de Tostan ont été invités à de nombreuses conférences, assemblées et autres événements, pour parler de l'histoire du mouvement contre l'infibulation. Dans presque chaque instance, les promoteurs ont fait que les femmes et les hommes s'expriment eux-mêmes — par le biais d'interprètes, lorsque nécessaire. Les champions locaux du mouvement — le vieil imam, les « exciseuses »

et les organisateurs — ont fait des présentations devant le parlement britannique, le ministère allemand de la coopération et du développement, l'Union européenne à Bruxelles, la Conférence sur les Droits des Femmes à Washington DC et divers comités des Nations Unies à New York. De manière plus significative encore, ils se sont rendus dans les pays voisins du Burkina Faso et du Mali pour parler à des femmes confrontées au même problème. Mais l'attention extérieure a aussi ces mauvais côtés. Le serment de Malicounda (sur l'abolition de la circoncision féminine) présenté par le président du Sénégal Abdou Diouf — significatif, même si lui-même appartient à l'ethnie wolof qui ne connaît pas cette pratique — a été par la suite suivi par l'assemblée nationale qui passa une loi abolissant l'infibulation et instaurant de sévères pénalités pour ceux qui passeraient outre l'interdit. Les alliés de Tostan se précipitèrent alors à Dakar pour s'exprimer contre le passage de la loi, parce qu'ils étaient convaincus qu'une interdiction officielle et des sanctions n'étaient pas les bonnes méthodes à suivre. La loi, ont-ils avancés devrait suivre et modeler les changements de pratiques émanant de la base et non essayer de les dicter. Comme le dit l'imam de Kër Simbara : « Essayer de dire au peuple Bambara ce qu'il doit faire concernant ces propres coutumes et vous faites de la provocation ». Il avait raison, la loi fut passée malgré l'avertissement et une protestation générale s'ensuivit. En guise de désaccord, une exciseuse a promis de pas faire moins de 120 « circoncisions » le jour suivant.

Garder le mouvement en vie

Sur le terrain les choses suivirent un cours différent. L'imam et d'anciennes exciseuses de Kër Simbara et Nguerigne-Bambara ont pu toucher un autre groupe de villages (12) du centre du Sénégal; avec les femmes locales étendant par la suite le mouvement à la région de Kolda, obtenant l'appui religieux de l'imam d'El Medina El Cherifa. Plus tard, le mouvement s'étendit encore, 250 Kms plus loin, à une région peuplée de Toucouleurs parlant la même langue que les fulanis.

En outre, un des villages qui avaient participé à la déclaration de Diabougou — Samba Dia — pris une initiative de son propre chef. Samba Dia était en fait un village serere avec des liens historiques avec les madinkas et les bamabaras. Les femmes de Samba Dia décidèrent que le mouvement devrait s'étendre au sein de leur peuple, et jusqu'aux habitants des îles de Sine Saloum et de la côte au sud-est de Dakar. Femmes et hommes obtinrent l'appui de Tostan pour couvrir les coûts de transport d'île en île, visitant ainsi vingt-six communautés à travers l'archipel.

A Futa Toro il y eut une opposition sérieuse de la part de certaines autorités religieuses traditionnelles religieuses et culturelles, et les femmes et leurs alliées découvrirent qu'elles ne pourraient pas faire de déclaration sur l'excision dans ces conditions. Mais une alternative à cette situation se présenta lors d'un meeting qui se tenait à Aere Lao dans la région de Polor (à l'est de St. Louis) le 4 novembre 2000, avec les représentants de quatre vingt sept villages qui signèrent une déclaration dénonçant toutes les pratiques dommageables à la santé et au développement des femmes.

C'est ainsi qu'en se plaçant sur le terrain des droits humains, elles réussirent à circonvenir l'opposition.

Plus au sud, dans les îles Sine Saloum, les représentants des vingt six villages contactés — dont aucun n'avait encore suivi la formation dispensée par Tostan — s'assemblèrent de leur propre initiative sur l'île de Niodior le 7 avril 2000, pour préparer leur propre déclaration d'abandon de la pratique et pour organiser la tenue de séances de formation. Dans la région de Kolda, le nombre de communautés faisant des déclarations et prenant les cours de formation offerte par Tostan continuait de croître, passant de dix huit à trente, et à soixante quinze en fin de l'année. D'autre part Tostan a rapporté qu'en février 2001, un autre groupe de femmes de près d'une centaine de villages supplémentaires, qui constituent la communauté rurale de Mampatim, avait arrêté la date de mars 2001 pour faire leur propre déclaration d'abandon de la pratique de l'excision.

Suivre l'exemple local

Personne ne sait quelles seront les étapes suivantes que connaîtra le mouvement local. Comme l'a indiqué le directeur de Tostan : « tout cela nous a pris par surprise, nous suivons le mouvement ». Mais des résultats, au-delà du simple nombre de villages ayant renoncé à la pratique de l'infibulation, sont apparus :

- Des liens sont en train d'être faits un peu partout entre l'abandon de la pratique de l'excision et les préoccupations en matière de démocratie et de droits humains. En fait les questions clés ont été progressivement posées en ces termes plus larges, incluant : l'examen public de la violence domestique, l'affirmation (au niveau local) du droit des filles à la scolarisation, et l'exigence d'une plus grande obligation redditionnelle (*accountability*) des décideurs en matière de gouvernance locale.
- Les hommes sont devenus partie prenante de l'initiative, à la fois lors des formations et sur le terrain. Même pour les programmes se concentrant surtout sur la santé féminine les hommes constituent près de 30 pour cent de l'audience.
- Le modèle de déclaration publique a été adopté dans un certain nombre d'autres domaines du développement rural endogène, tel que dans le cas de résolutions sur la violence domestique ainsi que d'autres renonçant à la pratique du feu de brousse en tant que technique de défrichage de la terre.
- Avec une adaptation aux différents contextes culturels locaux, l'initiative s'étend à présent à d'autres pays de la région, tel que le Burkina Faso, le Mali, le Soudan ; et l'on a même reçu des demandes d'information provenant de l'Afrique de l'est. Les femmes et les hommes travaillant sur le terrain au Sénégal ont été les principaux ambassadeurs et Tostan est en train de préparer un centre de formation à Thies pour les participants d'autres pays qui voudraient rendre visite, partager leurs expériences et apprendre (sur la question des droits humains) des femmes des villages sénégalais.

Comme le dit un proverbe d'Afrique de l'Ouest :
« Une fois que le soleil s'est levé, la palme de ta main ne peut le couvrir longtemps ».